

Pourquoi nous résistons au WEF

Nous luttons contre la dégradation croissante de nos conditions de vie, contre le démontage social et les baisses de salaires, contre l'exclusion et les guerres impérialistes

« *Taking responsibility for tough choices* ». Assumer la responsabilité de décisions dures. C'est à cette enseigne que se réunissent fin janvier responsables économiques et politiques pour la prochaine réunion annuelle du WEF à Davos. Ils veulent prendre de nouvelles décisions dures contre les intérêts des opprimés et des exploités, accélérer la redistribution de ceux et celles d'en bas vers ceux en haut et renforcer l'oppression et l'exploitation.

Que ce soit au bureau, à l'hôpital ou à l'usine: Avec l'intensification et la flexibilisation constantes du travail, ils exigent plus de travail pour moins de salaire.

Sous prétexte de 'caisses vides', une large alliance des partis bourgeois et de la gauche de gouvernement fait des économies sur les dépenses sociales, de santé et de formation. De l'autre côté, ils améliorent les offres destinées aux élites privilégiées.

Alors que les gouvernants et dominants accroissent en permanence la pression sur les sans-emploi, les démunés et les requérants d'asile, ils imposent des rabais fiscaux pour les riches et l'augmentation des impôts indirects.

Les effets dévastateurs de cette politique se manifestent dans la précarisation croissante de nos conditions d'existence, qui touche tous les aspects garantissant une certaine sécurité existentielle: santé, formation, salaires, garanties sur l'emploi et assurances sociales. Face à l'insécurité qui en résulte, ils appliquent une politique d'intimidation et désignent des boucs émissaires: les 'musulmans', les 'toxicomanes', les 'dealers africains', les 'chauffards yougoslaves', les 'casseurs d'extrême gauche' etc., tout en développant l'appareil policier.

Sous prétexte de créer des conditions d'implantation favorables, les salariés et les demandeurs d'emploi des différents pays et régions sont mis en concurrence les uns avec les autres. Les patrons menacent de délocaliser des secteurs de production là où les salariés disposent d'encore moins de droits. Avec l'extension de l'UE et les accords bilatéraux entre la Suisse et

l'UE, on nous promet la libre circulation des personnes. Mais en réalité, cette libre circulation est utilisée pour encourager le dumping salarial et social. La division délibérée des salariés en citoyens et étrangers/gères privés de droits contribue à imposer cette politique.



Les patrons des multinationales poursuivent cette politique avec l'appui des gouvernements, en Suisse, dans toute l'Europe, aux Etats-Unis et au niveau global. Les gouvernements, qu'ils soient conservateurs-bourgeois ou verts/social-démocrates, appliquent partout le même programme antisocial, avec les mêmes conséquences pour la société. Cette politique de démantèlement s'opère pour une part significative sur le dos des femmes, forcées de colmater bénévolement la brèche.

Avec leurs guerres de pillage néocoloniales et impérialistes, les USA et leurs alliés plongent des millions de personnes dans la violence et la misère. L'occupation de l'Irak n'en est qu'un exemple brutal. Les puissances européennes ne veulent pas être en reste. Que ce soit en concurrence ou en collaboration avec les USA, elles tentent de s'assurer le contrôle de zones d'influence et d'exploitation, comme la France en Afrique

ou l'Allemagne en Europe de l'Est. Le WEF appuie explicitement cette politique de domination impérialiste et s'associe aux menaces à l'encontre des populations des 'Etats déchus'.

Face aux licenciements, aux mensonges liés à la politique d'austérité, à une politique d'intimidation et à la brutalité de la guerre, la colère monte, en Suisse aussi. C'est pourquoi le patron de la poste, Ulrich Gysi, un habitué de Davos, menace les syndicalistes qui défendent leurs emplois et le service public de l'intervention de la police. C'est pourquoi plus de 1'000 personnes ont été bloquées, attaquées et humiliées pendant des heures en janvier 2004 à Landquart. C'est pourquoi la moitié du canton des Grisons est occupé et bouclé pendant le déroulement de la rencontre annuelle du WEF par des milliers de policiers suisses et allemands, ainsi que par des milliers de soldats.

Mais le désir d'un monde sans guerre ni oppression n'est pas si facile à réprimer à coups de matraques et trouve toujours moyen de s'exprimer. C'est pourquoi nous appelons à une grande manifestation à Berne. Nous refusons la politique d'escalade, de militarisation et d'intimidation des autorités, des forces de l'ordre et des médias. Nous voulons une manifestation à laquelle toutes puissent participer sans avoir peur: jeunes et vieux/vieilles, hommes et femmes, syndicalistes, migrants, handicapés etc.

Avec cette manifestation, nous voulons exprimer une perspective solidaire, au-delà de la logique de profit du capitalisme. Nous remettons ainsi en question la domination des patrons de l'économie et des puissants réunis à Davos. Nous voulons une société qui produise pour les besoins des êtres humains et pas pour le profit. Nous voulons une société ouverte, fondée sur la solidarité et non sur la concurrence et la peur.

Contre la rencontre annuelle des élites mondiales! Contre la politique que ces mêmes élites pratiquent tous les jours!

Tous et toutes à la manifestation contre la réunion annuelle du World Economic Forum

Résistance contre le WEF

**Défendons-nous face à la dégradation de nos conditions de vie,
contre le démantèlement social, la baisse des salaires,
contre l'exclusion et les guerres impérialistes**

Samedi 22 janvier 2005, 13.30 h, Waisenhausplatz, Berne

(Demande d'autorisation déposée)

Non au WEF et à sa politique anti-sociale!

- ⇒ Non aux baisses de salaires, aux licenciements et à la dégradation des conditions de travail.
- ⇒ Pour une réduction radicale du temps de travail sans réduction des salaires.
- ⇒ Fin des cadeaux fiscaux aux patrons. Il faut prendre l'argent là où il est: chez les riches et les super-riches.
- ⇒ Pas de privatisation des services publics. Pour la socialisation des entreprises par les travailleurs/euses et les utilisateurs/trices.
- ⇒ Les contes de fée, c'est bien joli. Mais pas sous la forme du prétendu dialogue dans le cadre de l'Open Forum du WEF, qui ne sert à rien d'autre qu'à engluer l'opposition dans des palabres sans fin.

Contre l'oppression sexiste

- ⇒ La restructuration de l'Etat capitaliste est particulièrement brutale dans le domaine social. Ce sont là avant tout les femmes qui perdent leurs emplois. Et ce sont les femmes qui s'usent à s'occuper des victimes et qui payent les pots cassés à coup de travail bénévole.
- ⇒ Les femmes gagnent moins, mais accomplissent la majeure partie du travail accompli dans la société. Cela suffit! Réduction du temps de travail salarié, partage des tâches ménagères, lutte contre la violence domestique!

Contre les discriminations racistes et même droits pour touTEs!

- ⇒ Fin de la répression croissante et des discriminations racistes à l'égard des migrantEs: Non aux accords de Schengen et de Dublin. Droit d'établissement pour touTEs. Personne n'est illégalE.
- ⇒ Non au dumping salarial et social en Suisse, dans l'UE et dans le monde entier. Pour la liberté de circuler, les mêmes droits politiques et sociaux, de vrais droits pour les salariéES et l'amélioration des conditions de vie et de travail de touTEs. Lutte commune de touTEs les salariéEs en Suisse, dans l'UE et dans le monde entier contre la politique du capital.

Contre les guerres impérialistes et l'occupation de l'Irak!

- ⇒ Fin de la violence contre la population irakienne. Retrait inconditionnel des troupes américaines et alliées d'Irak. Pas de régime d'occupation sanctionné par l'ONU.
- ⇒ Contre le nouvel ordre mondial basé sur la guerre, avec ses protectorats néo-coloniaux en Afghanistan, dans les Balkans, en Haïti, en Irak, en Palestine, en Tchétchénie et en Afrique.
- ⇒ Non au mur de l'apartheid en Palestine.
- ⇒ Pour le droit à l'autodétermination des gens dans le monde entier.

Signataires de cet appel (Etat au 6 décembre 2004):

Aktion ungehorsamer Studierender (AUS), Berne; Antifa Berne; Coordination Anti-OMC Berne, Tessin; Arti-Fri-Ciel, Fribourg; Mouvement pour le Socialisme (MPS); Collectivo Zapatista, Lugano; C.S.A. il Molino, Lugano; DaDavos, Coire; Solidarité directe avec le Chiapas, Zurich; F.A.M. Groupe de femmes contre le sexisme et le racisme, Berne; Freie ArbeiterInnen Union (FAU), Suisse; Critiques de la globalisation, Turgovie; Parti Vert Berne Alternative Démocratique (GPB-DA); Groupe Landquart, Berne; Gruppe Roter Autonome (GRA), Zurich; Infoladen Kasama, Zurich; Momo Rebel, Mendrision; Revolutionärer Aufbau Suisse; Roter Faden, Bâle; Villa Rosenau, Bâle.

Contact: demo@immerda.ch